

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 avenue de l'infanterie de marine
83000 Toulon

Toulon, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX MEDITERRANEE

783 Avenue Robert Brun
Attention Vrai Code Postal = 83507, Gun ne l'accepte pas...
83500 La Seyne-Sur-Mer

Références : D-UD83-2025-0607
Code AIOT : 0006401344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement ONYX MEDITERRANEE implanté 783 CHE ROBERT BRUN ZI CAMP LAURENT 83500 LA SEYNE SUR MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des inspections annuelles programmées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX MEDITERRANEE
- 783 CHE ROBERT BRUN ZI CAMP LAURENT 83500 LA SEYNE SUR MER
- Code AIOT : 0006401344
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX MEDITERRANEE exploite un centre de tri et de transit de déchets issus des collectes sélectives d'ordures ménagères et de déchets non-dangereux d'activités économiques. Sur ce site sont également exploités des plateformes de transit et regroupement (DEEE, DASRI et biodéchets).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	plan du site	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
3	conditions d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	1 mois
4	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entreposage DEEE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
6	Opérations de tri DEEE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Batteries contenues dans les déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
9	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
11	Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux relatifs au confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre doivent rapidement être finalisés pour prévenir une éventuelle pollution des milieux en cas de sinistre. En outre, la formation du personnel à l'utilisation des nouveaux moyens (vannes +contrôle étanchéité+ ballon

baudruche) doit compléter le dispositif de défense incendie pour considérer qu'il est réellement armé et normalement opérationnel.

L'identification des zones au sein du bâtiment D3E doit être mise en place sans délai et les investigations sur l'origine des déchets qui déclenchent l'alarme radiologique doivent être plus documentées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, répartition des déchets au sein du site
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : ... - le plan des bâtiments ...
Constats : ONYX MEDITERRANEE dispose d'un plan de son établissement avec un référencement des entreposages. En revanche ce plan ne dispose pas de date.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La date de la dernière mise à jour du plan du site doit apparaître sur le plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'obturation
Prescription contrôlée : En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.
Constats : L'Inspection des Installations Classées (IIC) a consulté le plan des réseaux d'eau dont la dernière mise à jour date du mois de juillet 2025. Le bâtiment D3E dispose d'une capacité de rétention enterrée (sous le bâtiment D3E). La collecte des eaux ruisselant depuis le site et du bâtiment lui-même est réalisée au moyen d'un avaloir qui

<p>occupe toute la longueur du quai dudit bâtiment. Il se situe sous le quai précité. Lors de la visite terrain, l'IIC a constaté l'encombrement de plus de 50% de l'avaloir par des feuilles. En cas de sinistre, la collecte sera obérée.</p> <p>Le site ONYX MEDITERRANNEE dispose de 2 bassins de confinement des eaux d'extinction. Chacun d'eux dispose de sa vanne d'isolement. L'IIC s'est uniquement focalisée sur la vanne du bassin associée au bâtiment D3E. La vanne d'isolement est en cours de remplacement. Aucun essai n'a été réalisé par l'IIC en raison de la zone travaux. En revanche, l'exploitant affirme que le confinement est opérationnel. L'IIC a constaté que la diode de couleur verte est illuminée, donc connectée au secteur.</p> <p>Pour garantir cette fonction d'obturation du réseau y compris en l'absence d'électricité, l'exploitant souhaite également mettre en place un ballon d'obturation de la canalisation en plus de la vanne à commande automatique et manuelle.</p> <p>Selon le mode opératoire "isolement bassin de rétention DEEE" (Septembre 2025/ Rev1/ RVD SUD PACA/ DSE/CDT/LA SEYNE SUR MER), un contrôle de l'étanchéité est réalisé toutes les 15 minutes durant l'extinction afin de garantir l'absence de pollution à l'extérieur du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>ONYX MEDITERRANNEE doit enlever les feuilles qui encombrent l'avaloir situé sous le quai du bâtiment D3E pour garantir que les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre soient recueillies.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : conditions d'admission des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Admissibilité DEEE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion déchets réceptionnés</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'affichage à l'attention des apportants a été transmis en amont de l'inspection. Les déchets dangereux les plus communs sont interdits (D3E, bouteilles de gaz, batteries, amiante...).</p> <p>Un portique de contrôle de l'activité radiologique est systématiquement franchi par les véhicules qui pénètrent au sein de l'établissement. Le portique se trouve au début du tablier du pont</p>

bascule « entrée ».

Le portique est contrôlé tous les ans. Les dates sont inscrites au carnet de suivi de l'équipement. C'est satisfaisant.

Les détections du portique sont enregistrées sur une fiche. L'IIC a retenu une fiche pour identifier la nature du lot de déchets contenant un ou des déchets radioactifs. Les informations enregistrées sur la fiche n'ont pas permis d'obtenir cette information malgré les efforts nourris du personnel.

En cas de déclenchement, le camion est orienté vers une zone de décroissance située entre les quais OMr et VALOGYPSE. Cette zone n'est pas particulièrement matérialisée.

De plus cette zone est très fréquentée.

Le contrôle de l'étalonnage du portique radiologique a eu lieu le 20/11/25 et le résultat est conforme. Sur la fiche de contrôle général de l'installation accompagnant le certificat de contrôle délivré par la société BERTHOLD TECHNOLOGIES précité, plusieurs indications nécessitent d'être détaillées afin d'apprécier l'état global de l'équipement (faible efficacité 16,88 % et 17,25 %, puissance non mise à la terre, formation opérationnelle=NON, impact sur le déclenchement de la détection de la panne d'ampoule, impact de la poussière sur les détecteurs)

Le classeur de suivi des détections radiologiques a été consulté. L'IIC note qu'en cas de détection de lots radioactifs, un suivi de la décroissance de l'activité radiologique est effectué.

Dans le but de connaître la nature des déchets qui ont déclenché la détection radiologique, l'IIC a souhaité retrouver via les fiches du registre de suivi des déchets les camions à l'origine des déclenchements. Pendant l'inspection ce ne fut pas possible en raison des fréquentes interruptions de l'opérateur bascule et surtout des informations insuffisantes reportées sur la fiche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fiche de suivi doit être révisée pour que le lot de déchets radioactifs soit facilement identifiable. Les données importantes pour éventuellement mener une action envers l'apporteur sont à minima la nature des déchets et l'apporteur/l'origine.

L'aire de décroissance pour les camions transportant des déchets radiologiques doit être matérialisée et implantée dans un espace du site peu fréquenté.

ONYX MEDITERRANEE pourrait utilement demander à la société BERTHOLD TECHNOLOGIES à disposer des explications relatives à certaines remarques figurant à la fiche de contrôle général de l'installation (faible efficacité 16,88 % et 17,25 %, puissance non mise à la terre, formation opérationnelle=NON, impact sur le déclenchement de la détection de la panne d'ampoule, impact de la poussière sur les détecteurs)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, admission DEEE

Prescription contrôlée :

III. Procédure d'admission

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des

déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la **radioactivité des déchets** susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Constats :

Les seuls D3E présents au sein du site proviennent exclusivement d'ECOSYSTEM. ONYX MEDITERRANEE déclenche des tournées de collecte auprès des déchèteries uniquement sur demande d'ECOSYSTEM.

L'exploitant dispose d'une fiche d'acceptation préalable (FAP) pour les D3E la FAP 2025 a été présentée. La nature des dangers n'est pas détaillée.

Lors de l'interview de M. CAPAROS, responsable de l'exploitation de la filière D3E au sein de l'établissement, il a concédé que ponctuellement des bouteilles de gaz pouvaient être réceptionnées avec les gazinières. Dans ce cas, il fait appliquer la procédure « bouteilles de gaz usagées » (D2C 2025/rev2/RVD SUD PACA/DSE/CDT SEYNE SUR MER). Aucune bouteille n'était visible lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
ONYX MEDITERRANEE doit faire apparaître les dangers associés aux D3E en transit au sein de son établissement, par exemple, les bouteilles de gaz (explosion+jet enflammé) et les batteries (explosion+incendie). Pour le cas des bouteilles de gaz, un espace d'entreposage grillagé, fermé à clé et éloigné des bâtiments doit être mis en place pour prévenir l'effet missile.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Entreposage DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage DEEE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et <u>les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques</u> ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats :

Le site dispose d'un bâtiment indépendant qui accueille exclusivement les D3E. Le bâtiment est fermé sur 3 façades, la 4^{ème} étant le quai de chargement/déchargement. Les aires de réception, de transit, regroupement et de tri ne sont pas identifiées. En revanche, le personnel a des consignes verbales de son responsable pour que la réception+tri (en particulier des réfrigérateurs et congélateurs) n'empiète pas sur l'aire de circulation et/ou de regroupement.

Aucun moyen pour évaluer le volume des déchets n'est disponible.

L'IIC a consulté l'état des stocks. Les périodicités pour les déchets non dangereux (hebdomadaire) et pour les déchets dangereux (quotidienne) sont respectées. L'état des stocks D3E présenté et le volume de D3E présents était cohérent.

Pour conserver une stabilité des entreposages de D3E, la hauteur maximale de 6m n'est jamais atteinte et celle de 3m est ponctuellement dépassée en raison du format des D3E

Pour faciliter l'exploitation, la semi remorque qui transporte les D3E triés et regroupés est chargée tout au long de la journée de travail et reste stationnée devant le quai jusqu'à son départ.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

ONYX MEDITERRANEE doit :

- matérialiser les différentes aires du bâtiment D3E (réception, entreposage...).
- respecter la hauteur maximale d'entreposage de 3m ;
- disposer de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks

La présence de la semi-remorque de D3E remplie ou en cours de remplissage à quai doit faire l'objet de consignes particulières qui sont tenues à la disposition de l'IIC

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Opérations de tri DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, modalités

Prescription contrôlée :

Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.

Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.

Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes

ont transféré leurs obligations.

Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.

Constats :

Les seuls D3E présents au sein du site proviennent exclusivement d'ECOSYSTEM. ONYX MEDITERRANEE déclenche des tournées de collecte auprès des déchèteries uniquement sur demande d'ECOSYSTEM.

La répartition des entreposages de déchets dans le bâtiment est organisé par le responsable. Les grandes familles de D3E sont affichées (GEM, PAM...) mais aucun marquage ou repère ne figure au sol ou en hauteur. Seuls sont visibles quelques marquages sur le mur qui fait face aux quais de déchargement. Ils deviennent moins visibles dès lors que le volume de déchets augmente. La délimitation des aires d'entreposage, de circulation et de réception fait défaut et doit être améliorée.

Un tri est opéré au moment du déchargement en vue de la massification par type de déchets. Par exemple les réfrigérateurs sont ordonnés par taille sur l'aire de réception et entreposés dans l'espace dédié afin d'optimiser le futur chargement de la remorque d'expédition.

Les contenant cartonnés des tubes et lampes contenant des gaz à effet de serre sont renforcés pour le transport par du film plastique.

Les Bordereaux de suivi de déchets ont été contrôlés (BSD-20251210-89G5R2081/ BSD6202511076NPTJ83JM2: BSD-20251118-AQVPGSAW1/ BSD-20251118-JJQ952G21/ BSD-20251118-TJDXPS3M6/ BSD-20251212-9WDYS5MXR)

Contrairement à l'affirmation qu'il n'y a qu'un seul client ECOSYSTEME, sur les BSD-20251118-TJDXPS3M6, un autre éco organisme apparaît ECOLOGIC (SIREN: 487741969)

GEM: Gros ElectroMénager (congélateurs, réfrigérateurs...)

PAM: Petit Appareils Ménagers (fer à repasser, sèche cheveux, tondeuses, brosses à dents électriques...)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

ONYX MEDITERRANEE doit justifier que sur le BSD-20251118-TJDXPS3M6 un autre éco organisme apparaît ECOLOGIC (SIREN: 487741969).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Batteries contenues dans les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, prise en charge et traitement

Prescription contrôlée :

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de **contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation.** Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence

d'endommagement par des opérations de manutentions.
Constats : L'IIC a constaté que les D3E comportant des batteries sont entreposés dans des conteneurs spécifiques et à l'écart des autres d2E. Les conteneurs spécifiques facilitent les opérations de manutention et garantissent l'absence d'endommagement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques disponible date du 26/11/2024 pour un contrôle des installations en date des 25 et 26 novembre 2024. L'organisme a réalisé le contrôle en novembre 2025 mais n'a pas encore produit son rapport. La périodicité annuelle est respectée. Le rapport 2024 précité ne comporte pas d'annotation quand la prise en charge des anomalies dont certaines sont récurrentes (urgence de la mise en conformité/ date programmée d'intervention/ date effective d'intervention/ résultat de l'intervention). L'IIC a parcouru le rapport 2023 qui comporte la seule mention « OK » pour les anomalies/non conformités traitées. Les non conformités sont presque toutes traitées. Pour le volet pratique de la visite annuelle, ONYX méditerranée demande à son électricien d'accompagner le contrôleur de l'organisme habilité lors de sa prestation pour disposer immédiatement de la liste des anomalies électriques relevées et qui seront reprises au rapport. En effet, l'électricien devrait en profiter pour établir une hiérarchisation des non conformités relevées au regard du risque qu'elles représentent pour l'établissement (point chaud, accumulation de charge..) mais aussi de leurs éventuelles récurrences. En effet, un disjoncteur différentiel inopérant doit rapidement être réparé par rapport à la mauvaise fixation d'un bloc de signalisation d'évacuation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ONYX MÉDITERRANÉE doit structurer le suivi des installations électriques de son établissement : <ul style="list-style-type: none"> • en hiérarchisant les non conformités et anomalies ; • en planifiant les interventions au regard de la hiérarchisation précitée ; • en enregistrant la date d'intervention effective pour chaque non conformité et anomalie. ONYX MÉDITERRANÉE doit mieux exploiter la prestation de son électricien, en particulier pour

structurer le suivi tel que précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, volume des déchets présents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classé</p>
<p>Constats :</p> <p>ONYX MEDITERRANEE dispose d'un suivi des volumes. Un contrôle de cohérence entre le registre et le stock réel de déchets D3E s'est révélé satisfaisant (960m3). Au quotidien ce sont les tickets de pesée qui servent à établir le tonnage de déchets par catégories de déchets présentes au sein de l'établissement. Au regard de sa connaissance des déchets, ONYX MEDITERRANEE a établi une clé de répartition pour les déchets en mélange. C'est ainsi que le volume de chaque catégorie de déchets est établie. Le personnel réalise 1/mois un contrôle physique des stocks et corrige les éventuels écarts. La clé de répartition précitée est ajustée autant que de besoin (au regard de la fréquence des écarts constatés). L'IIC a contrôlé le suivi métrologique des 2 ponts bascules de l'établissement et de la bascule D3E. Les instruments de mesures précité sont à jour de leur vérifications périodiques. C'est satisfaisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Surface & commandes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment. [...] Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux</p>

risques particuliers de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment d'une surface de 1300m² dispose de 10 exutoires des fumées à commandes manuelles d'une surface unitaire de 2,9m², soit au total 29m² (> Surface mini=26m²). L'IIC note que la toiture dispose également de parties thermofusibles qui ne sont pas comptabilisées pour l'évacuation des fumées.</p> <p>Les commandes des exutoires des fumées se trouvent à proximité des portes roulantes du quai. La date du dernier contrôle d'octobre 2025.</p> <p>En contrôlant le document attestant du contrôle de bon fonctionnement des commandes (DESAUTEL: rapport 04036899-001 du / 10/2025), tout les organes des équipements contrôlés sont qualifiés de fonctionnels alors qu'il est mentionné une anomalie "cartouche de plus de 10 ans à changer". Ces mentions semblent contradictoires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>ONYX MEDITERRANNEE doit lever le doute identifié à la lecture du rapport DESAUTEL n°04036899-001 afin de justifier du bon fonctionnement des exutoires de désenfumage. [un devis est à établir + anomalie (cartouches de plus de 10 ans à remplacer)/ tous les organes sont fonctionnels]</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.</p> <p>Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets électroménagers qui comportent des fluides frigorigènes sont pris en charge dans les déchèteries dans leur état. Ces D3E sont transportés dans des conditions qui n'affectent pas l'état des circuits frigorifiques.</p> <p>Au sein de l'établissement, les agents limitent les manipulations et lorsqu'un circuit est percé le personnel utilise de l'absorbant qui est à sa disposition. L'IIC a constaté la présence d'absorbant et d'une poubelle dédiée. En outre le personnel dispose d'un équipement de protection pour ne pas être intoxiqué par des vapeurs toxiques. Il se compose d'une combinaison de protection et d'un masque à cartouches filtrantes. Le personnel affirme avoir été formé à son usage.</p> <p>Ces moyens sont également utilisés en cas de bris d'ampoules/néons.</p> <p>La dalle du bâtiment ne présente pas de traces récentes d'épandage/ d'écoulements.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
